

<https://divergences.be/spip.php?article3060>



La campagne électorale français expliquée aux Américains

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Avant - Richard Greeman -

Date de mise en ligne : vendredi 9 juin 2017

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Chers ami/es francophones,

A la demande de quelques lecteurs en France, je me permets de vous envoyer la traduction française d'un article sur les Législatives françaises que je venais d'envoyer (en anglais) aux Etats-Unis. Il s'agissait d'initier mes camarades 'anglo-saxons' aux complexités de la politique française – si toutefois j'y comprends quelque chose (!) Mais un regard d'ailleurs est parfois utile pour mieux comprendre sa propre culture politique, comme j'ai moi-même compris en tant qu'étudiant américain à Paris en 1959.

Montpellier, 8 juin

La bonne nouvelle du mois de mai ici c'est que les deux tiers des électeurs français ont rejeté Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. « Au moins les Français ne sont pas si cons que ça ! » ont été les premiers mots à sortir de la douce bouche de ma compagne provençale Elyane quand la radio a annoncé la défaite de Madame Le Pen. Comme a titré le site satirique américain Borowitz Report : « Les Français conservent de manière agaçante leur droit à proclamer leur supériorité intellectuelle sur les Américains ». Au-delà de cette victoire morale, les pauvres Français ont très peu de raisons de se réjouir.

Car la mauvaise nouvelle du mois de mai c'est que la France a élu Emmanuel Macron, un technocrate efficace qui incarne sciemment le besoin du capital français d'éliminer « l'exception française » et de baisser les salaires, droits et prestations sociales des Français pour les aligner avec ceux de l'Union Européenne (qui comptent la Roumanie et la Bulgarie dans la « moyenne »).

Face à l'agenda de lutte des classes de Macron – exprimé de manière calme et raisonnable, et délibérément transparent – il devrait être évident que les Français d'en bas ont besoin d'une gauche unie rassemblant partis, syndicats, mouvements sociaux et associations locales pour s'y opposer – aujourd'hui pour les élections législatives et demain dans la rue. On se souvient qu'une telle coalition puissante émergeant de la base s'est unie spontanément durant le « chaud » été 2016 contre la loi travail favorable aux entreprises de Macron/Hollande. Elle a mené à des grèves, blocages et à la naissance de « Nuit Debout » et de ses débats citoyens nocturnes.

La gauche divisée

Hélas, autre mauvaise nouvelle : la gauche française est aujourd'hui totalement divisée, éclatée comme jamais. Comme je l'écrivais le mois dernier après le 1er mai, les syndicats n'ont même pas été capables de s'entendre pour défiler ensemble. <http://divergences.be/spip.php?article3274> Ce dimanche 11 juin, les électeurs français se rendent aux urnes pour le premier tour des élections législatives. Elections qui détermineront si le président Macron bénéficiera d'une majorité parlementaire grâce à laquelle il pourra gouverner sans opposition, et les partis d'opposition semblent désespérément divisés.

Je regardais la semaine dernière un candidat du Parti Communiste, jeune et apparemment idéaliste, fondre pratiquement en larmes lors d'une table ronde organisée par Mediapart alors qu'il décrivait comment au moins quatre candidats de partis de gauche s'affrontaient pour le premier tour dans sa populaire circonscription parisienne. Ce candidat communiste s'attristait que, avec son parti, il avait soutenu de toutes ses forces la coalition de Jean-Luc Mélenchon, les Insoumis, pour l'élection présidentielle et, désormais, Mélenchon investissait pour les législatives un

candidat des Insoumis pour l'affronter dans sa propre circonscription. Un coup de poignard dans le dos fratricide ! Pourquoi ?

Si je comprends bien, historiquement, dans les systèmes multipartites, les partis de gauche négocient des alliances et coalitions afin de désigner un candidat unique, a priori fort, dans chaque circonscription pour avoir une chance de gagner. Chaque parti qui forme l'alliance se voit accorder un certain nombre de sièges parlementaires potentiels en fonction de sa taille – sièges sujets à un intense marchandage politique. Mélenchon et les Communistes ont négocié le mois dernier mais les discussions ont été apparemment vite abandonnées. Et ce malgré le fait que Mélenchon ait auparavant dirigé le Front de Gauche, une coalition rassemblant les Communistes et son propre Parti de Gauche (né de sa scission de gauche avec les Socialistes en 2008).

Comme trop souvent dans la politique des partis, le besoin de contrôle éclipse celui d'objectif. Les Communistes, encore présents à l'Assemblée Nationale et dans de nombreuses circonscriptions, veulent protéger leur territoire. Mélenchon veut dominer la gauche à l'aide de son mouvement des Insoumis.

La stratégie de Mélenchon, basée sur le poids des 20% d'électeurs qui ont voté pour lui à la présidentielle, est apparemment de présenter des candidats dans le plus de circonscriptions possibles dans le but d'obtenir une (peu probable) majorité parlementaire. Ceci obligerait Macron de nommer Mélenchon Premier Ministre (un arrangement connu sous le nom de « cohabitation ») et de partager le pouvoir. Les candidats Insoumis qui obtiendraient 20% des votes dans l'élection de dimanche seraient théoriquement au second tour dans un contexte où la droite est également éclatée. Aux côtés des « nouvelles têtes » personnellement choisies par Macron pour représenter En Marche, on retrouve les partis conservateurs traditionnels et, bien sûr, le Front National, parti d'extrême droite proto fasciste, qui a obtenu un tiers des votes à l'élection présidentielle de mai.

Selon la stratégie de Mélenchon, les candidats Insoumis pourraient donc mathématiquement battre les Macronistes et Lepénistes et se retrouver dans la majorité, avec Mélenchon comme Premier Ministre. Invraisemblables, mais comme le prouve des résultats d'hier en Grand Bretagne, à cette époque d'instabilité politique, les élections sont imprévisibles. Côté passif de cette stratégie, plus les représentants de la gauche sont nombreux, plus grande est la chance de voir se répéter la présidentielle : En Marche affrontant le Front National au second tour, conférant à Macron une large majorité et marginalisant la gauche pour les cinq prochaines années. Ce serait la tragique conséquence d'une désunion de la gauche basée sur des guerres de territoire et une politique des partis où le contrôle l'emporte sur l'objectif.

En revanche, le groupe des Insoumis de Mélenchon, même s'il est minoritaire, pourrait émerger comme organisation hégémonique de la gauche pour les cinq prochaines années, très bien placée pour les prochaines élections de 2022. Il ne reste guère de compétition. Même si le Parti Communiste a toujours des élus et maintient ses liens avec la CGT, son électorat s'est réduit et n'est guère plus important que celui du Nouveau parti Anticapitaliste (NPA) « Trotskyste » (dont certains membres ont rejoint le PC dans la coalition Ensemble, qui soutient Mélenchon).

Le Parti Socialiste aussi a régressé, s'étant lui-même disgracié alors qu'il était au pouvoir. Le président Hollande, avec seulement 4% des Français approuvant son action, ne s'est même pas risqué à se présenter aux primaires, une première historique pour un président sortant. L'aile droite du PS a suivi Macron en désertant le navire en perdition. Le candidat du PS à la présidentielle, le jeune gauchiste Hamon qui a remporté la primaire, a l'apparence d'une sincérité rafraîchissante et se présente comme un social-démocrate honnête.

Hamon était attrayant pour les électeurs de gauche qui considéraient Mélenchon comme un dangereux démagogue et qui étaient suspicieux de son soutien apparent à l'annexion de la Crimée par Poutine et son flirt avec l'idée d'un Frexit. Depuis, selon le Monde diplomatique[1], la « Gauche » des médias (y compris des intellectuels comme Michel Onfray et Edwy Plenel) dénigrent en chœur Mélenchon suite à son refus de rejoindre leur front uni anti-fascist en

faveur de Macron au deuxième tour des Présidentielles. Cette meute macronite met Mélenchon au même niveau que Le Pen, les renvoyant dos à dos comme de dangereux populistes. Quand même.

Il y a un autre point essentiel sur lequel je voulais insister, mais qui n'a pas sa place dans un article sur les élections : celui-ci : les Arabes et autres Africains résidant en France ne sont presque jamais mentionnés dans les médias ou dans le discours politique des candidats. Ce sont les éléphants au milieu du magasin de porcelaine que tout le monde ici fait prétend ne pas voir. Du point de vue d'un étranger, ils sont clairement victimes de discrimination et exclus de cette société. Ils n'existent pas politiquement (sauf dans la tête des racistes en tant que menace).

On n'a pas parlé des violences policières dans ces débats, non plus. La police française viole analemment un jeune nommé "Théo" avec une matraque, mais il manque ici un mouvement "BlackLivesMatter." Et sans parti politique ou mouvement réclamant la « liberté maintenant » pour ces minorités musulmanes historiques, les réactionnaires wahhabites ont inévitablement le champ libre pour recruter ces personnes désenchantées au service du terrorisme.

L'incapacité historique de la gauche française à confronter ce problème est une des causes historiques sous-jacentes de sa débâcle. En 1945 les partis communiste et socialiste ont soutenu l'impérialisme français en Indochine et la répression des Arabes et Berbères dans l'Algérie française. Ce sont les socialistes au pouvoir qui ont mené la guerre d'Algérie et les étudiants et intellectuels qui ont lancé le mouvement anti-guerre ici. Le manquement de la CGT au devoir de défendre les droits des travailleurs nord africains qui, comme les noirs à Détroit, occupaient les emplois pénibles et mal rémunérés dans les usines, a entraîné la division de la classe ouvrière française selon des critères raciaux. Il ne faut pas s'étonner qu'autant d'électeurs blancs de l'ancienne ceinture rouge des banlieues ouvrières autour de Paris, auparavant fermement communistes, aient rejoint le Front National. Mélenchon, dans son célèbre discours de Marseille, les a appelé à voter pour lui. Au moins, il les voit, ces invisibles.

Voilà pour la gauche !

Qui donc est Macron ?

Jeune et brillant diplômé des grandes écoles françaises (fondées par Napoléon pour diriger son empire), une carrière à succès dans la finance, Macron est calé sur presque tous les sujets et complètement confiant dans sa capacité et son droit à gouverner. Il s'est affiché en homme d'Etat la semaine dernière, fustigeant le retrait de Trump des accords de Paris sur le climat. S'exprimant dans un anglais à l'accent charmeur (une première pour un président français), sa conclusion, désormais connue de tous, a été : « Rendons sa grandeur à la planète ». Le gouvernement de Macron est composé de technocrates néolibéraux, la moitié d'entre eux sont des femmes. A l'inverse de la vieille garde politique, ses ministres sont plus jeunes, plus dynamiques, plus diversifiés – de nouvelles têtes politiques recrutées directement au sein de l'établissement économique, comme Macron lui-même. C'est un nouveau balai avide de faire le ménage, méfiez-vous.

Macron le candidat n'a pas cherché à dissimuler son programme, au contraire. Il s'est engagé à retirer aux travailleurs français ce qu'il leur reste de droit du travail et de protection sociale en étendant davantage la Loi Travail en faveur des entreprises – « réforme » qu'il a aidé à imposer alors qu'il était ministre de l'Economie dans le gouvernement néolibéral de son prédécesseur, l'impopulaire socialiste Hollande. Cependant, même si Macron ne remporte pas la majorité au second tour des législatives du 18 juin, il s'est engagé à imposer ce programme néolibéral de lutte des classes par ordonnances. C'est ainsi que le gouvernement socialiste de Hollande a « passé » l'été dernier sa réforme du travail favorable aux employeurs après un très chaud printemps de grèves, blocages, manifestations massives et l'opposition massive de la part de nombreux parlementaires socialistes .

Macron a également promis une autre « réforme » anti travailleurs : la dégradation du merveilleux système de

sécurité sociale français qui inclut les services de santé, le chômage, la retraite, le salaire minimum, les aides au logement et l'assistance aux pauvres. La Sécu, comme on la nomme, a été créée après la Seconde Guerre Mondiale par des organisations de travailleurs issus de la Résistance alors que le gouvernement de De Gaulle dépendait du soutien des communistes pour conserver le pouvoir et que les industrialistes français étaient tombés en disgrâce après leur vile collaboration avec les Nazis pendant l'Occupation. L'idée d'un « salaire social » – en plus du salaire – fut gravée dans la Constitution française d'après-guerre.

La Sécu est encore une institution nationale non étatique, auto-gouvernée, même si De Gaulle y avait placé des représentants des entreprises afin de la déstabiliser. Quant à l'assurance chômage, administrée par une commission bipartite de syndicats et d'employeurs, Macron propose d'en transférer les responsabilités à l'Etat, qui aurait le pouvoir budgétaire. L'impact de ces « réformes » sera de démanteler la semi autonome Sécu. Ces « réformes » sont censées rationaliser le système et réduire les dépenses, mais elles sont en réalité conçues pour progressivement réduire le filet de protection sociale qui a rendu « l'exception française » si populaire. Une sombre perspective pour les Français moyens et les amoureux de la qualité de vie française (pour plus de détails voir l'appendice : « Comment tuer la Sécurité Sociale ? »).

La semaine dernière, en faisant des recherches pour cet article, j'ai demandé à ma voisine, une jeune mère de famille ??, éduquée et issue d'une bonne famille locale, de m'expliquer les subtilités du système électoral français. Quand j'ai enfin réalisé qu'avec une gauche divisée, il restait très peu d'espoir pour la sécurité sociale et un droit du travail équitable, je lui ai demandé : « Mais que feront les français ? ». Elle m'a répondu « Et bien nous descendrons dans la rue et les foutrons dehors. On est bons pour ça ! »

Puisque les vacances d'été sont le vrai Dieu vénéré des Français, cette lutte ne se produira pas avant septembre prochain. S'il se passe quoi que ce soit d'intéressant, je vous en informerai.

Appendice : Comment tuer la Sécurité Sociale

La proposition de Macron pour « réformer » la Sécu, une vache sacrée en France, est un plan diaboliquement intelligent pour exploiter un conflit opposant les deux classes les plus nombreuses et productives en France : la classe ouvrière organisée composée historiquement de travailleurs salariés majoritairement à gauche et les indépendants : un large groupe composé d'une petite bourgeoisie travailleuse d'artisans, de commerçants et de paysans, dont les organisations sont traditionnellement très à droite.

Macron propose de s'attaquer à un problème réel et longtemps négligé dans le système de protection sociale français à payeur unique : il n'est ni universel ni égalitaire. Les travailleurs indépendants ne sont pas couverts par l'assurance médicale de la Sécu et sont obligés de payer leurs cotisations à divers fonds pour obtenir des retraites et bénéfices sociaux inférieurs. En 1945, les paysans indépendants et commerçants qui s'étaient enrichis pendant la guerre ont voté pour ne pas rejoindre les salariés et leur système de santé à payeur unique et ont mis en place leurs propres fonds privés.

Mais leurs secteurs ont décliné et ils se sont faits avoir. Aujourd'hui certains indépendants sont même obligés de payer leurs cotisations en début d'année fiscale, avant même que leur entreprise n'ait démarré ! Naturellement, ils envient les salariés et sont hostiles aux syndicats, particulièrement envers les cheminots qui ont de biens meilleurs bénéfices. Cette petite bourgeoisie représente une part nombreuse, industrielle et hautement productive de la population française qui a longtemps été maltraitée par le gouvernement et ignorée par la gauche. Sa colère justifiée a été récupérée par l'extrême droite : le mouvement poujadiste dans les années 50 et le Front National aujourd'hui.

La solution évidente serait d'intégrer ces indépendants à la Sécu et de la rendre vraiment universelle. Autrement, de

s'assurer que les cotisations et bénéfices des artisans soient comparables. En d'autres termes, de niveler par le haut. La solution de Macron : son gouvernement prend le contrôle et nivelle les bénéfices des différents groupes par le bas, au niveau du dénominateur commun le plus bas. L'institution qu'il propose pour succéder à la Sécu ne sera pas auto-suffisante et auto-gouvernée. Elle sera financée par le gouvernement via les finances publiques et son budget alloué baissera de façon prévisible d'année en année alors que Macron « rationalise » et réduit les coûts sous prétexte de « rendre à la France sa compétitivité ».

[1] Pierre Rimbert, « Un barrage peut en cacher un autre, » Monde Diplô Juin 2017 p. 28.